

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France ... 1 an : 12 fr. 6 mois : 7 fr.
Etranger ... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

Abonnements d'essai trois mois : 3 fr. 50
Paraît le vendredi

Les Radicaux se plaignent à Doumergue

LES CLASSES MOYENNES à la croisée des chemins

Cette semaine, le Parti radical a envoyé une délégation à Doumergue, pour lui faire remarquer que les gens de droite ne respectaient pas la « trêve » à leur égard.

Doumergue a dû avoir l'impression d'une visite de fantômes. Car enfin, ces braves radicaux n'avaient donc pas encore compris que le 6 février les a éliminés de la scène politique comme parti bourgeois dirigeant ? N'avaient-ils pas compris que la « trêve » devait servir uniquement de paravent à l'offensive des Tardieusards et des fascistes ? N'avaient-ils pas consenti au hara-kiri patriotique auquel les convie journellement le Temps ? — Non, ils ne semblaient pas l'avoir compris.

C'est pourquoi Doumergue a dû leur rappeler, en insinuant que les attaques de la droite contre eux étaient amplement justifiées par la compromission de leur parti dans les scandales récents, et qu'au cas où ils refuseraient plus longtemps de « se laisser faire », (c'est-à-dire pour l'instant de voter les crédits militaires, la loi sur le blé, la réforme fiscale, et finalement la réforme bonapartiste de l'Etat), il serait obligé de dissoudre la Chambre et de renvoyer les radicaux à leurs électeurs. Ce que le dessinateur Sennep résumait dans un dessin qui représente le chien de garde Doumergue pissant sur la Chambre. On ne saurait mieux dire.

Cette visite des radicaux n'avait pas qu'un côté pitoyable. Elle n'était pas fortuite. Elle fut imposée aux dirigeants radicaux par l'agitation de leurs électeurs et des membres de base de leur parti. Ainsi apparaît l'envers du triomphe d'Herriot à Clermont.

Les fonctionnaires, déjà frappés, les paysans, qui vont l'être, et en général les masses qui soutiennent dans le pays le parti radical, sont à l'heure actuelle déçus et désorientés. A leurs yeux éclate la faillite de la politique radicale spécifique. En même temps, le courant les entraîne vers les manifestations antifascistes qui continuent dans tout le pays. Sur elles plane l'impression du 12 février. Le front unique embryonnaire qui s'esquisse entre les masses réformistes et révolutionnaires, la concentration en bien des points (surtout en province), des courants radicaux avec les organisations socialistes et communistes, ont leur répercussion sur l'ensemble de ce parti.

Le radical-socialisme se décompose. Par son sommet, la bourgeoisie l'enchaîne étroitement à la politique déflationniste de Doumergue. Par sa base, les masses, exploitées, petites bourgeois, refusent de faire les frais de cette déflation. Ce phénomène a déjà entraîné la scission du parti (création du groupe Cudenet) ; il entraîne maintenant la visite des chefs radicaux à Doumergue. Demain, il peut amener la rupture du bloc gouvernemental de la « trêve ».

Ces perspectives ont une importance décisive au moment où le fascisme lutte non seulement contre les bataillons avancés du prolétariat, mais où il cherche à s'assurer une emprise élargie sur les masses, intermédiaires indispensables à sa victoire, et en particulier sur les paysans.

Le parti radical est encore le parti par excellence des couches intermédiaires. Ses liens avec la paysannerie moyenne sont nombreux et serrés. Dans des régions étendues, la politique de cartel l'a incliné vers l'alliance avec le socialisme réformiste. Et maintenant, voici que le nœud coulant de l'histoire l'étrangle. Ayant anesthésié ses ca-

le capitalisme bancaire et industriel s'apprête à enchaîner ses troupes et à les attacher à son char de triomphe, de réaction, et de fascisme.

Mais la crise même entraînée au sein de ce parti par cette tentative ouvre aussi des possibilités différentes. Nous écrivions la semaine dernière que la droite sera amenée à faire la réforme de l'Etat, contre les radicaux. En effet, Tardieu et les siens veulent la disparition du législatif devant l'exécutif, la suppression des libertés communales, la centralisation despotique et « bonapartiste », la militarisation à outrance.

Eh bien, à ce plan d'asservissement qui ne promet aux grandes masses exploitées que la misère, l'esclavage et la dégradation — en attendant la prochaine boucherie — nous devons opposer immédiatement un autre plan, qui rallie non seulement les prolétaires, mais aussi les classes moyennes (et spécialement les radicaux).

Au régime du sabre, nous opposerons une défense intégrale et un élargissement des libertés démocratiques.

A bas le gouvernement Doumergue ! Et à la place :

Une assemblée unique, unissant le pouvoir législatif et exécutif, élue au suffrage vraiment universel, c'est-à-dire étendue aux jeunes depuis 18 ans, aux femmes et aux immigrés. Que ses députés soient constamment révocables, et se suffisent du salaire d'un ouvrier qualifié ! Voilà pourquoi il faut faire campagne.

Et puisque les radicaux se réfèrent souvent au souvenir des Jacobins, qu'ils se rappellent la Convention. Nous ne répugnons pas à l'évocation de cette assemblée révolutionnaire, qui dut son énergie révolutionnaire avant tout au soulèvement des prolétaires et artisans armés, et unis fraternellement dans leurs sections locales, au cri de : *La liberté ou la mort !*

LES COMMUNISTES ET LA COMMISSION D'ENQUÊTE

La Commission parlementaire sur les événements du 6 février, a terminé son « enquête ». Elle formule maintenant ses conclusions.

Comme on pouvait s'y attendre, bien que les dépositions aient apporté quantité de révélations accablantes pour les assassins fascistes, pour la bande Chiappe, la réaction municipale et toute la canaille chauvine, — la commission se borne à des conclusions habilement balancées qui satisfont tout le monde. Une sale cuisine hypocrite se fait là-dedans : Donne-moi les cannes à raser et je te passerai le couteau ; accorde-moi la brutalité des flics et je passerai sur l'armement des nerfs triolores.

Et on constate avec stupeur que tout cela est voté au petit bonheur, et même à l'UNANIMITÉ ! De la part des S. F. I. O., rien d'étonnant. Mais Ramette député stalinien, vote tout aussi allègrement ! Et pourquoi pas, puisque le P. C. continue à demander au gouvernement Doumergue de dissoudre les bandes fascistes.

Quelle honte ! A notre avis, un représentant COMMUNISTE devrait dénoncer ces marchandages hypocrites, tirer les propres conclusions du prolétariat, refuser de prendre part à ces votes « démocratiques ». Après Fontaine, c'est Lamy qui tombe sous les balles fascistes. Si M. Ramette était le représentant du prolétariat, il apporterait la voix indignée, les protestations des ouvriers. Il soulèverait la colère des masses en démasquant la comédie démocratique de cette pseudo-commission !

A bas le centrisme opportuniste ! Vive le communisme internationaliste.

LILLE

JEUDI 21 JUIN

Meeting de Protestation

contre les arrestations arbitraires et les méthodes policières fascistes

à la

SALLE DU CONSERVATOIRE

organisé par

le Secours Rouge International, le Parti Communiste, la Ligue Communiste, le Front Universitaire Antifasciste, les Combattants de la Paix.

Notre camarade DE VREYER, parlera au nom de la Ligue.

Pour la campagne nationale de la Ligue Communiste !

Une diffusion massive du programme d'action. Une tournée de meetings

La semaine prochaine, nous publierons le PROGRAMME D'ACTION de la Ligue Communiste pour la période présente.

Notre Comité Central a décidé d'organiser sans tarder une vaste CAMPAGNE NATIONALE afin de populariser les idées de ce programme d'action, de les faire pénétrer dans les masses, de montrer la voie.

Le numéro de la VÉRITÉ la semaine prochaine sera donc un numéro exceptionnel de propagande, et comprendra une série d'articles explicatifs et de commentaires au programme d'action. IL SERA TIRE A PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS D'EXEMPLAIRES.

Chaque ami, chaque lecteur, et naturellement chaque groupe, doit en faire sans délai une commande spéciale.

En outre, le programme d'action accompagné de commentaires sera publié en brochures.

En même temps, une tournée générale de meeting sera faite dans tout le pays. C'EST DANS CINQUANTE VILLES ET LOCALITES de la France que les communistes internationalistes iront apporter nos idées.

Dès à présent nos groupes et régions ont été alertées, et les tournées de meetings seront rapidement préparées.

Cette campagne d'agitation massive doit commencer sans délai. Dès à présent tous

nos amis doivent se mobiliser, envisager l'effort à faire, se mettre à la disposition de l'organisation.

AIDEZ-NOUS A REUNIR DES FONDS IMMEDIATEMENT

Mais pour mener à bien cette tâche, pour tirer les journaux, les brochures, tracts et affiches, pour envoyer nos propagandistes partout où cela sera nécessaire, il nous faut DE L'ARGENT.

Nos ressources financières sont misérables en regard des tâches que nous avons à remplir ! Seul, le dévouement, le soutien effectif de nos amis, de l'avant-garde prolétarienne, nous permettra de les mener à bien.

Nous lançons donc une grande SOUSCRIPTION, ET NOUS DEMANDONS IMMEDIATEMENT UNE PREMIERE TRANCHE DE 5.000 FRANCS !

Dès aujourd'hui, passez à notre local, ou envoyez les fonds au compte chèque-postal, Frank 1368-55 Paris, collecter autour de vous, réunissez rapidement les fonds POUR LA CAMPAGNE NATIONALE DE LA LIGUE COMMUNISTE.

Dans les semaines qui viennent, des événements nouveaux et importants surgiront. La crise politique et économique de ce pays s'accroît. De nouveaux assauts fascistes se préparent !

Dans ces circonstances, la campagne nationale de la Ligue Communiste, la vulgarisation de son programme d'action, pren-

A BAS LES MANŒUVRES AÉRIENNES

Organisons la protestation en masse contre la loi d'asservissement !

Devant le sursaut général populaire d'indignation contre les manœuvres aériennes auxquelles l'autorité voulait contraindre les parisiens, le gouvernement a reculé pour essayer de mieux sauter.

C'est l'aveu qu'il ne compte pas sur « l'adhésion volontaire » des masses populaires à sa préparation à la guerre.

Après avoir renoncé momentanément aux manœuvres prévues, Sarraut a déposé un projet de loi inouï, qui met à la charge financière des contribuables, les frais de ces opérations, et qui oblige chacun à s'y soumettre, sous peine des condamnations les plus lourdes.

Sarraut et Weygand préparent ainsi « l'obéissance passive », et fragent la voie aux matraqueurs fascistes.

Contre cette loi de dictature, une levée en masse doit se produire ! Plus que jamais notre mot d'ordre reste : Sabotage des manœuvres aériennes ! Sabotage des pseudo-mesures de sécurité qui sont en réalité destinées à soumettre la population à l'obéissance passive, à lui faire accepter LA GUERRE des escrocs, des banquiers et marchands de canons, et non à la « sécurité ».

Pendant la guerre, il n'y a pas de sécurité. Il y a le MASSACRE RECIPROQUE, les millions de morts et les montagnes de souffrance, pour le compte d'une poignée d'exploiteurs, rien d'autre !

Les Travailleurs de Paris ne se plieront pas devant les exigences de l'Etat-Major. Dans tous les quartiers doit être entreprise sans délai une action contre les manœuvres, contre le retour aux deux ans, contre la politique de guerre des Barthou-Weygand.

Meetings, affiches, tracts, actions de rue, tout doit servir à déclencher cette puissante action de masse.

A BAS LES MANŒUVRES ! A BAS LE SERVICE DE DEUX ANS !

Grèves aux États-Unis

Les ouvriers américains élargissent la lutte contre le plan Roosevelt

Les grèves les plus récentes (Minneapolis, Toledo), les combats de rue qui les ont quelquefois suivies, montrent le caractère aigu de la lutte de classe aux Etats-Unis. Le N. R. A. n'avait pas eu la vertu d'amoindrir beaucoup le caractère combattif des ouvriers américains. Cependant l'illusion qu'il avait créée pour un temps dans les masses, était telle que souvent ces grèves se déroulaient sous le mot d'ordre du N. R. A.

Le caractère de la lutte est aujourd'hui le suivant. Le patronat refuse de reconnaître les syndicats d'industrie (correspondant aux Fédérations Françaises). Il ne veut pas avoir affaire avec des délégués généraux d'une branche d'industrie. Aux syndicats ouvriers ainsi représentés, il oppose les « Company Union », syndicats strictement limités à l'entreprise et organisés par le patron.

Les ouvriers ont en même temps, à faire face à une attaque contre les salaires. Roosevelt, devant l'ampleur des troubles, s'est déclaré pour la reconnaissance des syndicats ouvriers, sanctionnés une première fois par le « New Deal », et comprenant tout le péril que court le patronat, il s'efforce de lui faire accepter, dans ce sens, le bill Wagner. Mais il est beaucoup moins affirmatif en ce qui concerne les salaires, et c'est lui-même qui a donné l'ordre de leur réduction dans plusieurs industries.

Les organismes du N. R. A. ayant pris position en faveur du patronat sur les deux questions, le prolétariat entre pour la première fois, en lutte ouverte avec eux, alors que jusqu'à ces derniers mois, les grèves même se faisaient parfois sous leur couvert démagogique.

Nous allons voir rapidement quels atouts les ouvriers ont mis dans leur jeu pour la défense de leurs revendications.

Une grève des dockers et marins du Pacifique s'étend à ceux de l'Atlantique. Le 15 mai, devant la résistance des patrons au syndicat qu'ils viennent de constituer, les transports de Minneapolis préparent la grève, qui, le 22 mai, groupe plus de 10.000 ouvriers. La combativité ouvrière est très grande ; les femmes jouent un rôle actif. Nos camarades bolchevik-léninistes sont au premier rang dans la lutte et ont une activité dirigeante. Ils lancent le mot d'ordre de grève générale, favorablement accueilli à Saint-Paul et Minneapolis. Le Comité de grève élu de la façon la plus démocratique comprend nos militants locaux. Notre camarade J. P. Cannon note dans « The Militant », que notre participation à cette grève est un fait caractéristique de la situation actuelle, dans laquelle les dirigeants de l'American Federation of Labor (C. G. T.) tentent de plus en plus de neutraliser les mouvements et dans laquelle la fraction stalinienne, restée toujours infime, ne sait acquiescer aucun rôle dirigeant. 35.000 ouvriers du bâtiment de Minneapolis déclarent une grève de solidarité, si bien que la victoire est acquise pour une grande partie des revendications.

La grève est reprise à « Toledo » et s'exprime par les violents combats des rues que l'on connaît. 103 syndicats ouvriers votent la préparation de la grève générale pour le 1^{er} juin. Une victoire partielle est obtenue. Entre temps, a éclaté la grève des mineurs de l'Alabama. Le 6 juin Roosevelt réduit les salaires de l'industrie du charbonnage. La grève générale est préparée dans toute l'industrie de l'acier pour le 16 juin. Le conflit revêt le caractère le plus aigu de part et d'autre : Les compagnies arment leurs gardes, les ouvriers menacent de marcher sur Washington, de diverses villes.

Il semble que cette menace pour le patronat, aura pour effet de hâter le vote du Bill Wagner, mais on ne sait à l'heure actuelle de quelle façon, la question des salaires se règlera.

COMITE ANTIFASCISTE DES JEUNES DU XI^e

Pour une jeune garde antifasciste ! Pour la résistance aux manœuvres aériennes !

Jeunes, tous au MEETING qui aura lieu mardi 19 Juin.

AU TAMBOUR, place de la Bastille.

Il nous faut 5.000 francs pour commencer

Après six mois de gouvernement socialiste à Genève.

Une nouvelle faillite du Réformisme

(De notre correspondant, Genève, 1^{er} juin.)

Le 1^{er} mai, Nicole s'est comparé à James Fazy, le héros de la deuxième révolution bourgeoise de Genève en 1846. Il a seulement oublié de mentionner que Fazy a conquis le pouvoir par une insurrection populaire, des combats de barricades et avec l'appui de la municipalité révolutionnaire, tandis que Nicole ne doit son pouvoir qu'au bulletin de vote. La pratique gouvernementale correspond nécessairement à cette forme démocratique de la conquête du pouvoir. Les rouges de l'Etat, — et on peut bien désigner ainsi un appareil qui dévore 40.000.000 de francs par an — furent laissés parfaitement intacts après le congédiement d'un préfet de police fasciste et d'un ministre du travail réactionnaire. Comme par miracle l'appareil que la grande bourgeoisie de Genève avait érigé par une domination de 80 ans, s'est transformé en « république populaire des ouvriers et paysans de Genève » ; c'est ainsi que Nicole désigne son « Etat ». Celui-ci est néanmoins un instrument entre les mains du capital financier, instrument dont il est difficile de jouer et qui rend souvent des sons faux dans l'orchestre de la domination bancaire suisse, qui ne demanderait pas mieux que de l'échanger contre un autre plus utilisable. Pour cela ce pouvoir bancaire est naturellement obligé, par d'habiles manœuvres, de détruire la sympathie dont jouit Nicole auprès de la grande majorité des ouvriers genevois et d'une large couche de petits bourgeois de la ville et de paysans.

Tant que la nationalisation du crédit, que Nicole prêche depuis des années, ou du moins l'institution d'une banque cantonale de Genève — le canton de Genève c'est le seul en Suisse qui ne possède pas une telle institution — n'est pas réalisée, l'aristocratie financière a des moyens suffisants non seulement de faire sentir à Nicole qui est le vrai maître, mais aussi d'éloigner de lui les masses populaires.

L'affaire de la Banque d'Escompte de Genève, qui s'est adressée à l'Etat socialiste pour recevoir une subvention de cinq millions, est un exemple frappant. Les milieux financiers de Genève se disaient : si Nicole paye, il se compromet devant les ouvriers, s'il ne paye pas, nous pourrions mettre sur son dos la responsabilité de la ruine de la banque et il perdrait la sympathie des épargnants petits-bourgeois.

Nicole ne paya pas, parce qu'il ne voulait pas, comme il l'affirma en qualité de journaliste — et parce qu'il ne pouvait pas, comme il l'affirmait en qualité de président d'Etat. Des milliers d'épargnants le maudissent, car le crédit s'en trouve irrésistiblement ébranlé, non pas le crédit des banquiers genevois, mais celui de Nicole.

Un autre exemple : Nicole a besoin de 15 millions pour rembourser un crédit engagé par ses prédécesseurs bourgeois et pour la couverture duquel ils n'avaient intentionnellement fourni aucune ressource. Les banquiers de Genève refusent tout aide, voulant forcer Nicole à plier le genou devant le gouvernement fédéral, ce comité d'actionnaires de la grande finance suisse. Pour recevoir l'argent de Berne, Nicole est forcé de consentir à un contrôle financier humiliant. C'est ainsi que le monde bancaire s'assure indirectement une influence sur l'administration financière et peut en même temps mettre au pilori la « trahison » de Nicole qui vendrait l'autonomie cantonale pour une bouchée de pain.

Mais ces froids calculs ne suffisent pas à la bourgeoisie. Elle travaille inlassablement à la chute du « pèlerin d'Amsterdam ». Jusqu'à présent elle a réussi à faire perdre beaucoup de prestige à Nicole et à l'ébranler fortement. Celui-ci a ajourné ou renoncé à tous ses plans de réforme, par exemple le projet d'un impôt progressif sur les revenus et la fortune. Le « Journal de Genève » craint que

par l'impôt sur l'héritage et les coupons, les deux tiers de toutes les charges fiscales retombent sur 2 à 3.000 personnes; le Grand Conseil, qui a discuté un jour ce projet, l'a retiré.

En revanche Naine, le conseiller financier socialiste, révisait systématiquement les impôts payés par les patrons depuis 1928, et fait pleuvoir des amendes, en se faisant indiquer par les patrons le revenu de ceux qui sont en retard pour le paiement.

A l'attaque bourgeoise, Nicole a répondu le 1^{er} juin, anniversaire du ralliement de Genève à la Fédération, vieille fête de la réaction, par une déclaration d'assentiment, qui a surpris tout le monde. « Mais il faut que vous me garantissiez que ce jour les ouvriers auront leur salaire payé intégralement » ; c'est ainsi qu'il implore la majorité bourgeoise du grand Conseil, qui y consent de grand cœur, comme ont fait les patrons nazi le premier mai. Ce qu'il y a de curieux, c'est seulement que les ouvriers, qui aimaient tant à « flâner » le premier mai en Allemagne, ne veulent tout à coup plus célébrer de fêtes, ni celle du 1^{er} mai en Allemagne, ni celle du 1^{er} juin à Genève.

Nicole se croit tout aussi malin lorsqu'il veut « arracher à la bourgeoisie le Premier Août, et le transformer en un anniversaire de l'action révolutionnaire de la confédération contre la réaction venant d'Autriche, de même que nous. « Profanation », « sabotage » hurlent les bourgeois.

Ce qui les contente plutôt, c'est la manière dont il « combat » le fascisme. Lorsque le 21 avril fut inauguré un nouveau siège du fascio italien, les amsterdamiens, anciens alliés de Nicole, avaient annoncé une démonstration devant le local, et Nicole interdit celle-ci. Bien que « Front mondial » n'ait réuni que 30 à 40 ouvriers, la police de Nicole, forte de 140 hommes, réprima brutalement la manifestation, et la justice de Nicole infligea à plusieurs ouvriers des amendes et de la prison sans sursis. Nicole ne manqua pas non plus de s'excuser auprès du consul italien — on avait égratigné un italien — et d'envoyer un rapport au gouvernement fédéral, qui lui a volontiers certifié que l'on pourrait « reprocher à la police de Genève tout au plus des erreurs, mais pas la moindre mauvaise intention » (c'est-à-dire : intention anti-fasciste) !

La séparation de Nicole d'avec Amsterdam est d'ailleurs étroitement liée à cette manifestation. Bien qu'il soit depuis longtemps un « social-fasciste » — depuis quand au juste, messieurs les stalinistes ? — Nicole a toujours toléré jusqu'ici qu'on soit en même temps membre de « Front mondial » et des Jeunesses socialistes et lui-même s'est toujours considéré comme étant lié à Amsterdam.

« L'internationalisme est une belle chose » a déclaré Ehrler, ministre du travail, et instituteur révoqué pour bochéisme par la réaction, « mais le capitalisme nous l'interdit ; il faut s'adapter aux circonstances ». « Genève aux genevois », voilà la politique extérieure d'un canton, dans lequel habitent 23 % d'étrangers et dans lequel, depuis la guerre, il y a plus de suisses des autres cantons que de genevois. C'est seulement pour faire pression sur les salaires que les étrangers peuvent entrer, lorsque les patrons le demandent, et lorsqu'on ne peut pas revendiquer d'allocation de chômage. On excuse toutes les répressions contre les non-genevois par la lutte nécessaire contre le chômage. Mais cette lutte, on ne la prend pas au sérieux. Tandis que le « Travail » demande la semaine de 5 jours, une grande entreprise métallurgique obtient la permission de travailler 52 heures. On sabote les luttes ouvrières au moyen de la bureaucratie syndicale.

Malgré le mécontentement croissant des masses, l'augmentation de la conscience

LA LUTTE DU RAYON DE SAINT-DENIS

" Nous ne sommes pas seuls "

Depuis qu'il est en lutte ouverte avec la direction du P. C., le rayon de Saint-Denis a marqué avec insistance qu'il exprimait la pensée de nombreux militants. Sous le titre « Nous ne sommes pas seuls », une rubrique de l'Emancipation est consacrée aux lettres qui lui parviennent de tous les coins de France. De l'Atlantique jusqu'en Alsace, de Calais jusqu'aux Alpes-Maritimes, de partout des opposants à la politique de l'appareil stalinien, ont encouragé la lutte de Doriot et du rayon de Saint-Denis en réponse aux mensonges quotidiennement déversés à grand tirage par l'Humanité.

« Nous ne sommes pas seuls » dit le rayon de Saint-Denis. Il est vrai que Saint-Denis exprime très haut la volonté d'unité d'action des travailleurs de ce pays dressés contre le danger fasciste. Mais les militants du rayon de Saint-Denis auraient tort de croire que les encouragements et les sympathies qu'ils ont suscitées, sont suffisants pour que l'unité d'action se réalise et que la classe ouvrière triomphe. La pression de la classe ouvrière, de la base des organisations est incontestablement puissante, elle a pu jusqu'à maintenant, amener les deux directions incapables du P. C. et du P. S. à se rencontrer à cœur défendant. Mais tant que cette volonté d'unité d'action restera à l'état de sentiment, de tendance, ne trouvera pas son expression consciente dans une forte organisation, les bureaucrates de la rue Lafayette et de la rue Victor-Massé, auront trop beau jeu pour nuire à la lutte révolutionnaire.

Lors de nos précédents articles, nous avons montré que le rayon de Saint-Denis serait amené, par le développement même de sa lutte, à se poser des problèmes politiques fondamentaux et que l'alternative devant laquelle il est placé, est, soit de le résoudre positivement dans le sens de la création d'un nouveau parti, soit de sombrer dans l'opportunisme et le localisme. Il nous faut maintenant envisager un autre aspect du même problème, son aspect d'organisation.

Commencant sa lutte sur une question de tactique, Saint-Denis a peu à peu progressé politiquement jusqu'à mettre en cause l'I. C. ; mais le courant de Saint-Denis est encore très loin d'avoir une figure politique précise. A l'heure présente, c'est ce qui nuit essentiellement à sa marche en avant ; et il aura d'autant plus de difficultés à surmonter ce stade qu'il est encore plus en retard dans le domaine de l'organisation. Dans les brochures et les articles de l'Emancipation, on trouve

de classe prolétarienne, qui s'exprimeraient en ce moment forcément par une volonté d'attaque, ne s'est pas manifestée, à cause de l'absence d'un parti révolutionnaire.

Le P. C. de France n'est que la caricature d'un parti. Son attitude sectaire provient de la crainte d'être débordé aussi vite que les luttes plus amples se font jour. Ces luttes sont dirigées maintenant et sont trahies — (bâtiment) par les anarchistes, faute d'influence du P. C. dans les usines. « Front mondial », le comité d'Amsterdam, point de ralliement d'un tas d'éléments incultes et démoralisés, réalise toutes les « actions » à la place des stalinistes. La décadence de l'I. C. trouve ici une expression éclatante. Pas même le journal de la Suisse française qui s'appelle « La Lutte » depuis le 1^{er} mai, ne porte le nom du parti. Ce journal tire à 3.000 exemplaires dont 1.200 pour Genève, ce qui n'est pas beaucoup pour un hebdomadaire.

Le stalinisme a ici déjà pris son parti du fascisme. « Toute participation au pouvoir étatique en régime capitaliste mène inévitablement au fascisme et à la guerre », voilà l'enseignement essentiel qu'ils tirent des événements de Vienne (voir Drapeau Rouge du 31 mars). Ce sera notre tâche de créer le parti communiste de Genève qui, avec une juste application de la tactique du front unique, mènera les masses vers l'issue socialiste.

Z.

La lutte des Bolcheviks-Léninistes dans la révolution à Cuba

La réponse n'a pas tardé. Voici ce que disent nos camarades cubains sur la colonie de l'HUMANITE :

Le prétendu assassinat d'un communiste par un trotskiste : Il s'agit du fait connu survenu lors d'un assaut de notre local ouvrier par les stalinien alliés aux soldats et à la police. C'est à ce triste incident, ou presque, que nous devons la vie du parti.

Le prolétaire cubain, lorsqu'il survint, n'en fut pas surpris. Déjà l'exemple du Mexique, à l'époque d'Obregon, l'a rendu familier avec cette vieille tactique stalinienne qui consiste à bloquer avec la police et l'armée contre les syndicalistes (qui ont dans nos pays une large influence). Cela s'est produit plusieurs fois contre nos locaux, nos habitations particulières, nos imprimeries, etc... Les stalinien — ici comme dans le monde entier — portent l'entière responsabilité des agressions physiques qu'ils commettent.

Vingt bolcheviks léninistes en prison. De cette correspondance nous extrayons encore la conclusion :

La situation de notre parti bolchevik-léniniste s'est notablement améliorée. Le travail est intense, avec une grande activité syndicale et politique qui nous promet un bel avenir. Le contrôle syndical s'est amélioré, et d'autres secteurs se sont développés ; de nouveaux ouvriers d'usine se sont affiliés. La lutte politique prend un nouveau rythme, et nous faisons tous nos efforts pour placer le parti à l'avant-garde de la révolution.

Notre situation économique s'est un peu améliorée. L'expérience est en train de nous former et de nous rendre de plus en plus capables. Nous sommes conscients de notre devoir révolutionnaire et nous le remplissons.

Actuellement se trouvent emprisonnés dans la forteresse militaire de la Cabana et dans celle de Castillo del Principe, plus de 20 camarades du parti. Plusieurs d'entre eux, qui sont ouvriers espagnols, doivent être expulsés.

L'U.R.S.S. et la S.D.N.

Qui aide Jouhaux ?

L'exemple de l'U. R. S. S. se rapprochant de Genève, vient d'être invoqué par les réformistes et les collaborationnistes du Congrès de P. T. T., à l'appui de leur motion favorable à la S. D. N., présentée par Delmas.

Qu'on lise plutôt : « En dépit de ses faiblesses et de ses tares, la Société n'en attire pas moins les nations les plus évoluées, et le rapprochement de l'U. R. S. S. est à son sujet significatif ».

Ainsi donc « le rapprochement de l'U. R. S. S. » est interprété, comme un succès pour la S. D. N. L'état-major réformiste a pu déjà utiliser à ses fins, la politique extérieure stalinienne. Ce ne sera pas la dernière fois.

Il est vrai, que M. Péri n'en continuera pas moins à soutenir, qu'une politique qui renforce les institutions pacifistes les plus dégénérées, signifie une victoire pour l'état prolétarien.

La minorité révolutionnaire des P. T. T., qui combat Jouhaux, a, au contraire, écrit dans sa motion que : « L'adhésion à la S. D. N. est une reconnaissance implicite du fait nation comme terme limitatif de la lutte ouvrière contre la guerre, attitude qui prépare un état d'esprit qui permet de laisser entraîner les travailleurs à accepter une propagande démocratique pour la défense de la « démocratie » française contre le fascisme hitlérien ».

Il est vrai que cette minorité n'est pas stalinienne.

LE COMBAT DES JEUNES

NUMÉRO 2

EST PARU

EN ESPAGNE

La grève des paysans et la rébellion catalane

L'actualité en Espagne se caractérise par deux événements de la plus haute importance : la grève générale des ouvriers agricoles déclenchée le 5 juin ; la rébellion du gouvernement catalan contre la sentence du tribunal des garanties constitutionnelles de Madrid annulant la loi d'affermage votée par le parlement catalan.

Ces deux événements n'ont entre eux, à première vue aucun lien politique mais pratiquement ils ont donné naissance à deux courants de lutte qui vont se renforcer dans la plus ouvrière et la plus révolutionnaire des provinces d'Espagne. L'ensemble du mouvement dans toute la péninsule en sera nécessairement influencé. C'est pourquoi il faut les examiner successivement.

La misère des paysans ibériques est extrême. Dans certaines régions (comme l'Estramadure) c'est la famine, et pour les plus pauvres l'absence de toute habitation civilisée. Un député catholique de Navarre

a même bien voulu s'attarder sur ce fait que pour les ouvriers agricoles qui travaillent (il y a un demi million de chômeurs) le salaire moyen est de deux pesetas et demie, soit environ 5 francs par jour.

De l'autre côté de ce tableau de misère, la plus plantureuse des récoltes de primeurs et de céréales que le sol espagnol ait jamais donné.

La moisson est magnifique, mais ceux qui l'ont faite n'ont pas de pain. C'est dans ces conditions qu'a été déclenchée le 5 juin la grève agricole pour l'augmentation des salaires.

Le gouvernement a pris dès le début des mesures militaires pour la briser ; il a proclamé l'état d'alarme, institué la censure « étendue à toutes les informations ». De sorte que l'informateur en est réduit à se contenter des miettes qui filtrent à travers les communiqués officiels.

Cependant, dès maintenant, on peut voir que la grève partie de certains foyers très

ardents (Jaen, Zamora, Estramadure) s'étend progressivement de village en village, selon un processus familial à l'Espagne. Les grévistes affamés se jettent sur les richesses provisionnelles entassées chez les riches propriétaires. Les moyens de communication sont coupés. Les paysans se dressent les fourches à la main, contre les envoyés du pouvoir d'Etat. A travers champs, on livre la chasse aux jaunes. Dans les petites villes en contact avec les centres de grève la solidarité de classe gagne les autres corporations. Le mouvement par cercles concentriques s'étend sur la ville. Partout, s'organise la résistance violente aux forces du gouvernement radical réactionnaire.

En Catalogne, la situation se complique du fait de la tension extrême des rapports de la généralité et du pouvoir central à propos de la loi d'affermage.

On sait que le gouvernement catalan (la gauche catalane) se pique de représenter « l'espoir républicain » contre la « réaction espagnole ». Aussi Madrid avait-il récemment montré son intention de saboter « l'autonomie » catalane, en révoquant brusquement pour motif de complaisance excessive ses représentants à la Commission mixte chargée du transfert des services publics à la Catalogne. Avec la loi

d'affermage la menace est devenue provocation. Les « républicains » catalans avaient voulu par cette loi apporter quel que satisfaction à leurs paysans. S'emparant de la faire annuler purement et simplement sous prétexte qu'elle est anticonstitutionnelle. Le successeur de Macia, Companis a répondu que la Catalogne ne s'inclinerait pas et immédiatement des moyens militaires de résistance ont été envisagés.

Le gouvernement de la généralité va donc se trouver devant le problème suivant : lutter contre Madrid qui annule une loi favorable aux paysans, et en même temps assurer l'exécution des mesures « d'ordre public » prises par Madrid pour boycotter la grève agricole. Les paysans pauvres catalans, solidaires des ouvriers agricoles ne comprendront pas ces subtilités constitutionnelles.

Toute l'Espagne est en état d'alarme ; elle sera sous peu dans toute l'étendue du territoire un véritable champ de guerre civile. Du côté réactionnaire et fasciste on prépare un coup d'Etat dans le but d'affirmer l'appareil répressif. Une provocation a déjà été organisée contre les socialistes accusés de « complot armé ».

Du côté des forces ouvrières, il faut noter 1^{re} l'inconsistance de l'état-major ré-

formiste et social-démocrate parlementaire, qui proteste au nom de la légalité, et cherche des arrangements « contractuels ». 2^e l'incohérence congénitale des meneurs anarchistes, hostiles par principe à toute direction sérieuse du mouvement. 3^e l'inexistence de la section de l'internationale stalinienne dont on ne parle guère que dans les colonnes de « l'Humanité ». 4^e Une extraordinaire combativité de nos camarades de la ligue communiste et de la F.C.I. ont les premiers montré la voie : l'alliance ouvrière. C'est par l'alliance ouvrière que le prolétariat de toute la péninsule pourra canaliser ses forces désordonnées et faire échec à la réaction et au fascisme.

Seule l'alliance ouvrière permettra au prolétariat des villes d'apporter l'aide et la direction effectives au soulèvement des ouvriers agricoles et des paysans pauvres.

Mais d'incompréhensibles éléments révolutionnaires disposés dans des organisations disparates, ne pourront pas ne pas éprouver la nécessité d'un guide marxiste sur. En Espagne, se pose avec une acuité inégale, le problème du nouveau parti marxiste-léniniste. C'est par le rassemblement dans la bataille de ses meilleurs éléments prolétaires, que sera fait le pas décisif dans la voie de la victoire révolutionnaire.

Vers le front unique

Gitton et Thorez se sont réunis avec Blum et Zyromsky autour de la même table. Des pourparlers sont engagés entre les directions des partis communiste et socialiste pour une action commune pour sauver Thaelmann : pour un front unique d'organisation à l'organisation.

Gitton et Thorez — qui en janvier déclaraient que « l'aire des propositions aux sommets du parti socialiste serait renforcée l'autorité de l'équipe de Blum-Thaer-Zyromsky » — doivent rencontrer Blum et Zyromsky.

Blum et Zyromsky — qui lors de leur récent congrès, héraient toute sorte de barrières contre le front unique — doivent rencontrer Thorez et Gitton.

Cette journée « historique » ne doit pas être détachée du courant prolétarien qui, dans tout le pays, au cours de rudes bagarres quotidiennes, dresse les prolétaires contre les démonstrations fascistes. Elle représente-t-elle contre la politique permanente des deux directions social-démocratique et stalinienne ?

Dans quelle mesure l'initiative de la direction communiste dépassera-t-elle les circonstances de la lutte contre Jacques Doriot et le courant qui veut la réalisation du front unique ?

Dans quelle mesure la menace du développement des La Rocque en France et des Mosley en Angleterre peut-elle exercer une pression jusque sur l'Union Soviétique menacée d'un complet isolement dans l'Europe du fascisme et du bonapartisme et sur l'Internationale communiste pour la poussée contre son gré du côté des alliés prolétaires plus sûrs que les alliés de Litvinov à la Société des Nations ?

Dans quelle mesure le courant vers la gauche des ouvriers ébranlera-t-il « l'union sacrée » pourrie qui lors du dernier congrès fit voter avec Frossard une motion hostile au front unique prolétarien ?

Cela dépend — il faut le comprendre — non seulement du développement du courant instinctif des ouvriers vers le front unique après les bagarres avec l'ennemi fasciste, mais aussi du développement d'un courant, d'un parti, qui, doctrinalement et principalement, exprime la lutte pour le front unique sur la base des principes de Marx et de Lénine.

Aujourd'hui le « front unique » — cette ébauche qui n'est pas reconnaissable, réalisée le 11 juin au soir entre Thorez et Blum — est entre les mains de directions politiques qui jusqu'à ce jour s'en sont déclarées franchement ennemies. Ce n'est pas une condition très bonne pour son affermissement et son développement.

Et les camarades du rayon de Saint-Denis doivent clairement comprendre quel rôle salutaire pour le prolétariat jouerait dans cette conjoncture *d'aujourd'hui* le parti prolétarien solidement fondé sur la conception marxiste de l'unité d'action de la classe ouvrière — un parti cohérent et ferme, pour qui l'unité d'action ne soit pas seulement une revendication isolée mais l'expression conséquente de l'internationalisme révolutionnaire. Au contraire la position « attentiste » des camarades de Saint-Denis devant le problème du nouveau parti communiste les isole pratiquement de la réalisation de l'œuvre à laquelle ils se sont donnés.

Cependant, partant de cette journée dans laquelle les deux directions social-démocratiques et stalinienne ont admis — quel que soit le sort qu'ils lui réservent — le front unique d'organisation à l'organisation, il faut s'acharner à faire avancer les masses vers la réalisation indispensable de l'Alliance ouvrière. Et cela veut dire :

« Surmonter l'isolement du front unique par les chefs social-démocrates qui appelleront à l'aide la casuistique sur le droit de critique. Ce droit de critique dans l'action, il faut le revendiquer. Les partis révolutionnaires n'ont rien à cacher aux ouvriers. Les stalinien, après avoir usé à l'excès de l'injure du « social-fascisme », sont conduits à renoncer à la critique à

l'heure où ils se réunissent avec les chefs « social-fascistes ».

Ensuite développer au maximum les réalisations communes des deux partis en faveur de Thaelmann menacé de mort par le nazisme. Et nos organisations de la Ligue et des Jeunesses ne manqueront pas d'apporter le soutien le plus grand partout aux actions qui seront entreprises.

Ne pas laisser jouer avec le « front unique ». L'entretien Blum-Thorez n'en est qu'une ébauche à peine reconnaissable dont il ne faut pas laisser les deux bureaucraties faire un écran entre les masses et le « front unique » pour discréditer le front unique.

Aussi comprendre que les objectifs capitaux pour la lutte ouvrière posent en France la question de la vie ou de la mort pour le prolétariat : exiger l'extension du front unique aux objectifs de la lutte dans notre propre pays ; contre le gouvernement fort des décrets-lois et contre les bandes fascistes. Pour ces objectifs la lutte commune des ouvriers de toutes tendances, qui a surgi spontanément dans la rue doit être organisée par la coordination des organisations à tous les échelons.

Comprendre que l'entente entre « sommets » de deux directions des deux partis ne constitue pas le front unique. Le front unique doit descendre dans les masses. Il doit rassembler toutes les forces et toutes les tendances, toutes les organisations du prolétariat, sur la base d'objectifs précis : lutte contre le gouvernement Doumergue et lutte directe contre les bandes fascistes. Vive l'Alliance ouvrière.

Ce front unique doit s'appuyer sur des comités de vigilance unitaires constitués dans chaque arrondissement, dans chaque localité, bientôt dans chaque quartier, dans chaque usine, liés aux milliers de travailleurs que les événements précipitent dans la lutte, organisés des tâches quotidiennes et régies par la démocratie ouvrière. Voilà la voie du front unique au lendemain et à la veille des bagarres quotidiennes de Roubaix, de Tours, de Montargis et de Paris — et non l'accord de dirigeants sur des meetings.

C'est dans ce sens que nous orienterons l'action de notre Ligue et de nos Jeunesses qui militent depuis des années pour le front unique. Nos organisations soutiendront toute l'action entreprise pour Thaelmann. En même temps elles revendiqueront l'extension de l'action aux objectifs de la lutte dans notre propre pays et l'élargissement du front unique à toutes les organisations du prolétariat.

Le parti communiste en lançant son appel à la C.A.P. socialiste, a écarté d'une tâche qui lui revenait, le Secours Rouge dont il a jugé d'un seul coup le caractère non-unitaire. Il a écarté tout aussi bien le mouvement d'Amsterdam-Pleyel, liquidant ainsi à son heure et d'un seul coup ce qu'il proposait hier comme la meilleure forme de front unique. Ainsi la pression des événements débala la voie pour la réalisation de l'Alliance ouvrière.

Déjà, sur notre intervention, le centre de liaison des forces antifascistes de la région parisienne s'est prononcé pour l'unification des deux Centres, la fusion avec Amsterdam, sur la base de la seule représentation des organisations, partis et syndicats, sans intermédiaire.

Déjà, le Centre de liaison a réclamé du Parti socialiste et du Parti communiste, l'extension de la lutte commune aux objectifs en France et à la participation de toutes les organisations prolétariennes. Si ces objectifs étaient atteints, un grand pas serait fait dans l'organisation de la lutte du prolétariat contre le capital financier et ses armes bonapartistes et fascistes. La question de l'élargissement du front unique vers les syndicats de Jouxhaux se pose avec des chances de succès accrues.

Camarades communistes, socialistes, camarades de Saint-Denis, militants du prolétariat qui voulez son unité dans la lutte et pour la lutte, soutenez notre action !

F. GERARD

L'Unité d'action chez les coiffeurs

Le syndicat unitaire des coiffeurs de Paris a fait des propositions d'action commune au syndicat confédéré. Celui-ci les a acceptées et dès lundi dernier, confédérés et unitaires ont constitué des délégations communes chargées de visiter les salons de coiffure et de faire appliquer la semaine anglaise pour les dimanchistes. Quelques infractions ont été relevées et les patrons réfractaires ont été désagréablement surpris de constater que les deux syndicats s'étaient entendus pour cette action.

Nul doute que l'habitude de travailler en commun pour la défense des revendications corporatives, démontre la nécessité et la possibilité de fusionner les deux syndicats, ce qui déciderait de nombreux inorganisés à rejoindre le syndicat unique. En attendant, pour des actions de plus en plus importantes, entendons-nous ; nous serons ainsi plus forts pour imposer nos justes revendications.

La commission syndicale centrale demande à tous nos camarades militant dans les syndicats de donner au centre des informations plus suivies de leur travail. Elle demande aux groupes, ainsi qu'aux camarades isolés membres ou non de la Ligue ou des Jeunesses de nous écrire sur la situation dans leurs syndicats respectifs. Que pensent les ouvriers de notre campagne pour l'unité syndicale ?

Conférence chez les T.C.R.P. (Championnet)

Le groupe du 18^e de la Ligue, avait convié les ouvriers de l'atelier Championnet et du roulant Poissonniers, à venir discuter lundi à 17 h. 30, la position de la Ligue, sur l'Unité syndicale par Congrès de Fusion. Si par le nombre cette réunion fut médiocre, en revanche par la discussion, qui s'y institua, elle fut très bonne. Un camarade, intéressé par le sujet, s'était dérangé de Levallois.

La cellule convoquera d'autres réunions de ce genre, en changeant toutefois le jour, le lundi s'avérant défavorable.

Lettre de Mulhouse

Lundi il y avait l'assemblée de rayon. La résolution proposée contre Doriot, demandant son exclusion a été adoptée non pas à l'unanimité mais avec 1 voix contre et 6 abstentions. Mais on a dû constater que les abstentions étaient bien plus nombreuses, car il y a des doutes que seule une discussion ultérieure pourra éclaircir.

...La Vérité a été pour moi bien précieuse comme matériel d'information objectif sur ce qui se passe à Paris. Vous avez raison, et il est nécessaire d'avertir Doriot du danger localiste qui le menace.

...Le tournant du P. C. dans la question de la Sarre doit bien vous amuser !

Un communiste de Mulhouse.

JEAN LAMY est mort

Nous le vengerons.

Voici la seizième victime !

Vincent PEREZ ;
Maurice BUREAU ;
Ernest SCHARBACH ;
Louis LAUCHIN ;
Albert PERDERAUX ;
Marc TAILLER ;
Vincent CHARISS ;
Eugène BOUDIN ;
VOTERO ;
SERANO ;
Lucien RIVET ;
Henri WUILLEMIN ;
Maurice YVES ;
Joseph FONTAINE ;
Roger SCORTICATTI ;

sont tombés depuis février pour la cause du prolétariat.

Jean LAMY, vient d'être assassiné, à vingt ans, par les bandes sanglantes des Jeunesses Patriotes !

Voilà la réalité qui s'abrite derrière la « trêve » et l'« apaisement » des Doumergue et des Sarraut !

Mais partout les travailleurs ripostent et riposteront. Les comités de front unique doivent se multiplier et organiser sans répit la résistance. Contre le fascisme, une seule méthode : la riposte physique foudroyante.

Il faut rendre l'air irrespirable aux fascistes !

Cette semaine, c'est en dix, en vingt endroits, que les travailleurs se sont soulevés à la fois contre la menace fasciste et contre le gouvernement des décrets-lois.

A Grenoble, à Cambrai, à Roubaix, à Doullens, à Denain, à Châlons-sur-Saône, et dans de nombreuses localités de la région parisienne, les travailleurs ont riposté par milliers. Telle est la seule voie du salut.

La semaine du 6 au 12 février

1 brochure de 40 pages
Prix de l'exemplaire : 0 fr. 50

La seule brochure complète sur la crise de février publiée par les partis ouvriers

Il faut l'Unité syndicale organique

Il n'y a pas si longtemps, il y a seulement quelques jours, quand nous apportions dans les syndicats unitaires nos propositions pour le rassemblement prolétarien, quand nous demandions que l'on réalise le front unique des organisations syndicales, nous étions traités de diviseurs, d'agents des réformistes et par cela même de soutien de la bourgeoisie. Or après les propositions d'action pour Thaelmann, faites par le Bureau politique du parti communiste à la C.A.P. du parti socialiste, la direction de la C.G.T.U. se rappelle qu'elle n'est pas la seule centrale syndicale, et fait à la direction de la C.G.T. des propositions d'unité d'action.

Quelle que soit la réponse de la C.G.T. ce que tous les ouvriers comprendront comme nous, c'est qu'il faut, négligeant toutes les mesquines manœuvres des bureaucraties conservatrices, travailler d'une façon suivie, avec une volonté de réalisations puissantes à la formation du bloc prolétarien contre la bourgeoisie.

En vérité, depuis des mois déjà, et en particulier depuis la magnifique riposte prolétarienne du 12 février, où l'unité de front s'était si bien réalisée dans l'action, les prolétaires organisés dans les syndicats cherchent le terrain de rapprochement sur lequel ils peuvent se rencontrer avec leurs camarades d'autres organisations.

Unitaires et confédérés ainsi qu'autonomes, commencent à discuter ensemble, à mener leurs luttes ensemble. Et de plus en plus se pose à eux la question : ne pourrait-on pas vivre dans un syndicat unique puisque déjà nous nous entendons bien contre le patronat ?

De plus, la crise du parti communiste se répercutant dans la C.G.T.U., augmente le nombre de ceux qui mettent en doute l'infailibilité de la politique si variée de la direction confédérale. Quant à la façon dont les travailleurs confédérés jugent la politique de Jouxhaux et de ses acolytes, un exemple frappant vient de nous être fourni par le congrès de la Fédération postale confédérée et la manière peu polie que l'on employa pour s'adresser au représentant de la confédération générale du Travail.

Jamais le moment n'a été si propice pour les partisans du front unique de lutte prolétarien de redoubler leur propagande pour que confédérés et unitaires tiennent des assemblées communes, luttent en commun contre le patronat. Sémard et Frachon, les deux équilibristes commis par le P.C. à la direction des syndicats unitaires de cheminots, nous démontraient ces derniers jours qu'eux aussi ressentent le besoin de rassemblement des travailleurs du rail si démoralisés de n'avoir pu prendre place dans la grande démonstration ouvrière du 12 février avec toute la vigueur qu'ils auraient désiré.

Et quand Frachon déclarait à notre camarade Saurignon au congrès unitaire

des cheminots : « Il faut constituer des syndicats uniques, les faire vivre, etc. », c'était aussi dans sa bouche l'aveu qu'il en était fini pour faire encaisser aux travailleurs les mauvaises explications que l'on donnait d'une politique sectaire. Notre camarade Saurignon qui représentait les confédérés et les unitaires du Blanc, les ex-inorganisés membres du syndicat unique, avait bien fait remarquer qu'il ne suffisait pas de réaliser l'unité sur le plan local mais qu'il fallait créer la Fédération unique des cheminots en fusionnant les deux grandes fédérations.

Vouloir se limiter à une corporation, fût-elle de l'importance que revêt celle des Transports, serait vain néanmoins, si l'on ne transportait pas dans toutes les corporations la même politique d'unité d'action et d'unité organisationnelle. Et nous disons aux travailleurs du bâtiment unitaire, aux métallos parisiens : rapprochez-vous des confédérés. Voyez donc : Gourdeaux est allé au Congrès de la Fédération postale confédérée, faire des propositions et a apporté le point de vue de la Fédération unitaire : il a été reçu d'une façon très amicale voire chaleureuse. Ne pourrait-on pas, dans les Tabacs, et Allumettes dont je crois que Jouxhaux est toujours membre, quoiqu'il n'ait pas mis les pieds depuis longtemps à la manufacture de Pantin, tenter le même rapprochement ?

Et j'ose espérer que les unitaires ne mettraient pas comme contradiction à la réalisation du syndicat unique avec les confédérés et les inorganisés, l'exclusive contre le secrétaire général de la C. G. T. ...

En vérité, la question reste posée maintenant à leurs militants respectifs.

Etes-vous pour la fusion des organisations syndicales ?

Voulez-vous travailler à la réalisation de l'unité syndicale, honnêtement, loyalement avec l'espoir qu'elle aboutisse ?

Car si nous sommes toujours partisans d'aider tout pas en avant dans la voie de la constitution d'un solide bloc prolétarien, nous ne voulons pas être dupes des manœuvres des deux bureaucraties qui pensent davantage à conserver leur hégémonie qu'à la défense réelle des intérêts bien compris des ouvriers. Nous soutiendrons donc partout la politique d'action commune mais nous continuerons à dire. La question reste posée : A QUAND, l'unité syndicale ?

P. S. — La C.G.T. vient de répondre à la C.G.T.U. en refusant le front unique, et en rappelant sa proposition de reconstitution de l'unité syndicale tout entière. Ainsi, Jouxhaux s'abrite derrière l'inconséquence de la politique syndicale stalinienne. Si la C.G.T.U. au lieu de se borner à des propositions de front unique syndical, proposait la fusion nationale, tout en menant l'agitation pour un plan de résistance à la bourgeoisie, quel succès ne recueillerait-elle pas ?

AU CONGRÈS DES AGENTS DES P.T.T. CONFÉDÉRÉS

Une minorité importante s'affirme contre le réformisme

« L'opposition au réformisme grandit », avons-nous écrit la semaine dernière au sujet du Congrès de la Fédération postale confédérée ; cette opposition s'est manifestée avec encore plus de netteté au Congrès du Syndicat national des agents, groupant près de 30.000 postiers.

Sous l'impulsion vigoureuse de la minorité le Congrès, unanime, a condamné le principe de la pérennité du mandat des fonctionnaires syndicaux en affirmant « qu'un trop long exercice des fonctions syndicales est préjudiciable à la vigueur du mouvement ouvrier ».

D'autre part, le Congrès a mandaté le bureau syndical pour « que la C.G.T. saisisse publiquement la C.G.T.U. d'une proposition d'unité, soutenue par une campagne menée à travers le pays et faite sur les bases suivantes :

« 1^{er} Respect absolu de l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des sectes et des partis ;

« 2^e Fusion simultanée de tous les syndicats à la base, cette fusion étant suivie, dans un délai fixé, en accord des deux centrales, d'un congrès de fusion qui déterminera l'orientation de la C.G.T. unique et élira ses organisations dirigeantes. » (Nous reviendrons prochainement sur la condition incluse dans le premier paragraphe.)

Mais la réalisation de l'unité organique ne peut s'effectuer immédiatement. Aussi, la minorité a, par sa position logique, fait adopter à l'unanimité, une motion sur le front unique tel que nous le préconisons : « Considérant que les attaques du gouvernement contre les fonctionnaires vont se renouveler ;

« Que seule l'entente entre les organisations syndicales peut assurer une défense victorieuse en attendant la réalisation de l'unité syndicale qui doit demeurer le but des efforts de tous ;

« Que notre organisation doit adopter une attitude précise sur la question du front unique des organisations, pour la constitution de comités d'entente, composés de représentants qualifiés des groupements intéressés, pour des buts précis et des actions déterminées ;

« déclare :

« Que le front unique syndical, pour se réaliser pleinement et devenir une arme réellement efficace, doit souder les organisations de la base au sommet. »

La minorité révolutionnaire s'est affirmée plus vigoureusement encore sur le problème de la lutte contre la guerre. Dé-

bat passionné au cours duquel l'intention du rapporteur de la motion minoritaire fit une impression considérable sur les délégués. Leurs applaudissements quasi-unanimes en témoignèrent.

Mais l'appui des responsables syndicaux apporté à la thèse de la majorité eut une influence sur la décision du Congrès et permit à la motion majoritaire de la Commission de renforcer sa position en fin de débat.

Malgré le secours moral du bureau syndical rappelé ci-dessus, la motion minoritaire recueillit 7.182 voix contre 16.080.

Nous en donnons ci-dessous le texte intégral :

Le Congrès du Syndicat National des agents des P.T.T.,

Considérant :
Que les causes qui provoquèrent la dernière guerre impérialiste ont atteint maintenant une tension incomparablement plus grande qu'au milieu de 1914 ;
Que la tension des contradictions intérieures pousse chaque pays, l'un après l'autre, sur la voie du fascisme, lequel, à son tour, ne peut se maintenir au pouvoir qu'en préparant des explosions internationales ;

Dénonce violemment :

La course aux armements pratiquée par les différents pays et, plus particulièrement par tous les gouvernements qui se succèdent en France.

Et l'erreur de croire à la possibilité d'un désarmement général qui assurerait la paix ;

Dénonce d'autre part :
Cette duperie qu'est, pour les peuples, la S.D.N., organisme au service des traités de rapine de 1919 ;

Déclare :
Qu'il ne peut y avoir de défense nationale pour la classe ouvrière dans le régime économique actuel ;

Que l'adhésion à la S.D.N. est une reconnaissance implicite du fait nation comme terme limitatif de la lutte ouvrière contre la guerre, attitude qui prépare un état d'esprit qui permet de laisser entraîner les travailleurs à accepter une propagande démagogique pour la défense de la « démocratie » française contre le fascisme hitlérien.

Marque
Son attachement à une politique révolutionnaire contre la guerre ;

S'engage
À entreprendre une propagande incessante contre la préparation de la chair à

canons qui se produit actuellement, contre l'esprit diplomatique qui a pour tâche de rejeter la responsabilité sur le camp impérialiste adverse.

Préfère
LA DÉFAITE MILITAIRE PROVOQUEE PAR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE VICTORIEUX A LA VICTOIRE MILITAIRE DE LA BOURGEOISIE ASSURÉE PAR « L'UNION SACRÉE ».

Au cours des Congrès syndicaux, la direction de la Fédération postale unitaire avait fait une proposition de front unique et demandait l'audition d'un représentant. Seul, le Congrès syndical des agents accepta. Samedi matin, Gourdeaux, secrétaire général de la F.P.U., membre du Comité central du P.C., fut reçu chaleureusement par les congressistes : la volonté de l'entente se manifestait ainsi avec vigueur. Gourdeaux en tint compte. Ne vint-il pas déclarer que « pour l'abrogation des décrets-lois, pour la dissolution et le désarmement des ligues fascistes, lutons ensemble, organisons ensemble la résistance pour aller jusqu'à la fusion de nos deux États-majors... » Gourdeaux deviendrait-il partisan du front unique réalisé de la base au sommet ?

Mais alors il est en plein accord avec la position adoptée sur cette question par le congrès du S.N. !

Mais alors il est en plein accord sur cette question avec Doriot et... avec ces « contre-révolutionnaires trotskystes ».

Est-ce nous qui aurions raison, camarades postiers unitaires ou confédérés ?

Dans ce cas, il faut nous rejoindre ou au moins nous écrire !
Pourquoi l'« Humanité » fait le silence autour des débats du Congrès du syndicat national des agents ?

Est-ce que l'O.S.R. aurait perdu tout contact dans les milieux confédérés ? Alors, pourquoi toutes ces déclarations grandiloquentes au sujet du travail des communistes dans les syndicats réformistes ? Vraiment la politique sectaire et bureaucratique de « nos » communistes « orthodoxes » mène à de pitoyables résultats !

C'est nous qui relevons le drapeau bolchevick, c'est nous qui le mèneront à la victoire en restant fidèles à Lénine et à Trotsky, les deux animateurs du parti bolchevick russe qui mena le prolétariat russe à la victoire d'octobre !

